

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville apaisée et respirable

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Délégation de Service Public Stationnement payant sur voirie - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société dédiée TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie, par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion de stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés au FPS réglés par les usagers, sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par délibération du 27 septembre 2018, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°1 afin de modifier les

conditions de gestion des FPS.

Par délibération du 14 décembre 2020, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°2, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Il permet de favoriser un partage équilibré de l'espace public afin de renforcer le dynamisme et l'attractivité des centres urbains et d'accompagner leur développement économique.

Le stationnement s'inscrit également dans une démarche de développement durable – amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air, orientation du choix des usagers vers des modes de transport plus respectueux de l'environnement, amélioration de l'accessibilité au centre-ville avec un report du stationnement de longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage – à laquelle la Ville de Montpellier est très attachée.

Trois ans après la mise en place de la réforme, la Ville de Montpellier constate que le nombre de FPS émis est en augmentation. La tarification actuelle se révèle donc pas assez incitative et n'entraîne pas l'évolution des comportements, permettant un partage de l'espace public au profit de tous les usagers.

Pour y remédier, il est proposé la suppression du FPS minoré (paiement sous 4 jours) et le renforcement des contrôles. Conformément à l'article L.3135-1 du Code de la commande publique, un avenant au contrat est désormais nécessaire afin de modifier la gestion des FPS.

La mise en œuvre de l'avenant proposé modifiera ainsi l'annexe 20 du contrat pour les tarifs des FPS et se substituera pour ces tarifs à la délibération n° V2020-290.

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif
Tarif normal 1h	2 €
Tarif normal 2h	4 €
Tarif normal 3h	10 €
Tarif normal 4h	17 €
Tarif normal 5h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif
Tarif normal 1h	1 €
Tarif normal 2h	2 €
Tarif normal 3h	3 €
Tarif normal 4h	4 €
Tarif normal 5h	10 €
Tarif normal 6h	17 €
Tarif normal 7h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4 €
Tarif normal 8h	10 €
Tarif normal 9h	17 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €

L'ensemble des autres dispositions tarifaires liées au stationnement incluses dans la délibération n°V2020-290 du Conseil municipal du 14 décembre 2020, relative aux tarifs de la Ville, continue à s'appliquer.

Les articles suivants du contrat en lien avec les conditions de gestion des FPS seront également modifiés :

- Article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire ;
- Article 18 relatif à l'établissement et la gestion du FPS ;
- Article 21 relatif à l'agence commerciale de stationnement ;
- Article 37.8.2 relatif aux caractéristiques du système de gestion.

La précédente convention de mandat conclue avec la société TAM Voirie, portant notamment sur l'encaissement des FPS minorés, sera résiliée.

Le délégataire conservera la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la suppression du FPS minoré à compter du 15 mars 2021 ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- d'approuver les termes de la convention de mandat avec TAM Voirie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 8 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mandat Ville Tam Voirie depenses.docx.pdf
- DSP Stationnement Avenant 3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-153580-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.